

# URGENCE

## POUR LES LIBERTÉS POUR LES DROITS

### APPEL CITOYEN

Chaque jour un peu plus, nos droits, nos libertés sont attaqués, fragilisés, remis en cause. Chaque jour un peu plus, la manière dont le pouvoir est exercé piétine les valeurs républicaines et menace la démocratie.

Face à ces dérives, il y a urgence, urgence à réagir et à construire ensemble. Nous en appelons à un nouveau contrat citoyen.

Rien ne nous condamne à subir l'injustice, à craindre l'avenir, à nous méfier sans cesse davantage les uns des autres. Rien ne nous prédestine à vivre dans une société de surveillance, de discriminations et d'exclusion. Rien n'oblige à ce que le destin de tous ne soit plus que l'affaire d'un seul, que la politique ne soit plus que mise en scène, que la citoyenneté se réduise à des protestations éphémères.

Nous valons mieux que cela. Avant que le jeu des concurrences et des compétitions subalternes ne risque d'obscurcir la préparation d'échéances décisives, reprenons la parole. Mettons au centre des débats la défense des droits et des libertés, la demande d'égalité et de solidarités durables qui monte du pays. La démocratie est aujourd'hui asphyxiée ? Faisons-lui reprendre souffle et vie.

C'est le sens de notre campagne « Urgence pour les libertés, urgence pour les droits ». Dans des dizaines de réunions publiques, de rencontres avec la population, les militants de la Ligue des droits de l'Homme écoutent et partagent le refus de l'inacceptable et l'espoir d'un vrai changement. Avec les acteurs de la société civile, associations, syndicats, collectifs et réseaux citoyens qui pratiquent le « devoir de résister » et font vivre l'« insurrection des consciences », ils recherchent des alternatives crédibles pour un nouveau « vivre ensemble ».

Ainsi, au fil des échanges, émergent des attentes concrètes et précises. Pour y répondre, nous mettons en débat des propositions porteuses d'un avenir plus humain, plus juste et plus solidaire.

La fin du cumul des mandats, le droit de vote pour les étrangers aux élections locales, la désignation non partisane des membres du Conseil constitutionnel et des Autorités indépendantes.

La suppression de la « rétention de sûreté », des « peines planchers » automatiques et des tribunaux d'exception ; la priorité aux alternatives à la prison et l'interdiction des « sorties sèches » sans accompagnement des fins de peine en milieu ouvert ; la fin des contrôles au faciès, de l'emploi militarisé des

forces de police face aux « classes dangereuses » ; la sanction des violences policières et la création d'une vraie police de proximité, au service de la sûreté de tous et du respect des citoyens.

Le refus du fichage généralisé, l'encadrement par la loi des fichiers de police ; la maîtrise des technologies de la surveillance, du fichage et du traçage, la garantie judiciaire de la protection des données personnelles et de la vie privée.

La défense de l'égalité face au racisme, au sexisme et aux discriminations : l'interdiction de toute prise en compte de données personnelles relatives aux « origines géographiques » ; l'engagement pour la « mixité des droits » et l'adoption d'une loi-cadre sur les violences faites aux femmes.

L'abrogation des lois xénophobes, la régularisation des familles des écoliers, des travailleurs, de tous ces sans-papiers qui vivent ici, qui travaillent ici et qui resteront ici parce que personne n'a intérêt à leur expulsion et que c'est avec eux que nous construirons notre avenir.

La défense, la reconstruction et la modernisation des services publics, richesse de tous les territoires ; une politique du logement social porteuse de mixité sociale, de solidarité territoriale et de préservation de l'environnement ; la priorité à l'école publique, qui seule accueille tous les enfants sans discriminations, le rétablissement du statut public de La Poste, la suppression des franchises médicales, l'abrogation du bouclier fiscal et de l'injustice fiscale organisée ; une vraie « sécurité sociale professionnelle » adaptée aux risques d'aujourd'hui et la sécurisation des contrats de travail ; bref, le choix de l'égalité et des solidarités contre la précarité et la mise en concurrence de tous avec tous.

Voilà autant d'« urgences » pour les droits de l'Homme et pour la citoyenneté, voilà les bases possibles d'un véritable changement qui redonnerait de l'oxygène à la démocratie et de l'espoir dans l'avenir.

La Ligue des droits de l'Homme appelle tous les citoyens à se saisir de toutes ces urgences, à les porter et à les mettre en débat. Elle propose à tous ses partenaires, acteurs de la société civile, d'en discuter et, à partir des attentes et des demandes des mouvements de défense des droits, de bâtir un « Pacte pour les droits et pour la citoyenneté ». Car les citoyens ont le droit de savoir ce qu'en pensent les forces politiques et si les candidats qui solliciteront bientôt leurs suffrages entendent faire réellement le choix d'une société de libertés, d'égalité et de solidarités.

**ENSEMBLE NOUS LE POUVONS !**

**NON**  
à une société de  
surveillance, de  
discriminations  
et d'exclusions !

**OUI**  
à une société de  
libertés,  
d'égalité sociale  
et de solidarités !



[www.ldh-france.org/urgence-libertes](http://www.ldh-france.org/urgence-libertes)  
[www.ldh-france.org](http://www.ldh-france.org)